



# POSTULAT

**Auteur** Julien Bagnoud, Les Vert.e.s et Carole Melly-Basili et Michel Charpiot, Le Centre  
**Objet** Pour une professionnalisation de la fonction de juge de commune  
**Date** 12/06/2025  
**Numéro** 2025.06.261

L'institution du juge de commune, prévue aux articles 62 al. 1 et 63 al. 3 et 5 de la Constitution cantonale, incarne une spécificité valaisanne profondément ancrée dans l'histoire locale. Conçue dans un esprit de proximité, elle repose sur des magistrats élus par la population communale, exerçant leur fonction en milice. Toutefois, l'évolution du droit, la complexification croissante des affaires civiles, et l'exigence accrue de qualité et d'égalité de traitement rendent aujourd'hui ce modèle partiellement obsolète.

La justice communale valaisanne montre en effet ses limites : hétérogénéité des pratiques, inégalités d'accès au droit, difficultés de recrutement, et manque de ressources juridiques disponibles. Dans un contexte où les tribunaux de district sont eux-mêmes soumis à une charge croissante, il devient indispensable de repenser la fonction de juge de commune afin d'en garantir la pertinence, la qualité et la pérennité.

D'autres cantons romands ont déjà engagé avec succès une telle mutation. Le canton de Vaud, par exemple, a professionnalisé sa justice de paix à l'échelle des districts, en dotant chaque entité d'un ou plusieurs juges de paix formés, compétents pour statuer sur les conciliations, mais aussi sur les procédures sommaires civiles (mainlevée, séquestre, expulsion, etc.).

Dans cet esprit, la justice communale valaisanne pourrait utilement évoluer vers un modèle de justice de paix professionnelle, structurée à l'échelle des districts. Chaque district disposerait d'un « pool » de juges de paix, permettant souplesse, couverture du territoire et continuité du service. Ces juges seraient nommés sur la base de critères objectifs de compétence juridique, garantissant leur indépendance et la qualité de la justice rendue. Ils recevraient notamment de nouvelles compétences en procédures sommaires civiles, aujourd'hui traitées par les tribunaux de district, ce qui contribuerait à désengorger ces derniers et à rapprocher la justice des citoyens.

Enfin, afin d'assurer une transition harmonieuse, les juges de commune actuellement en fonction devraient avoir la possibilité de se porter candidats aux nouvelles fonctions, à condition de remplir les critères requis. Leur expérience locale constitue une richesse qu'il serait opportun de valoriser dans le nouveau dispositif.

## Conclusion

Le soussigné demande au Conseil d'État valaisan d'étudier la faisabilité et l'opportunité d'une réforme de la justice de proximité, fondée sur la professionnalisation de la fonction de juge de commune. Cette étude devra notamment envisager la création de justices de paix professionnelles au niveau des districts, l'élargissement des compétences des juges de paix, la mise en place de « pools » judiciaires, les modalités de nomination des juges et l'intégration des magistrats actuellement en fonction. Le Conseil d'État est également prié de chiffrer le coût d'une telle réforme.